

Bureau du Président le 22 novembre 2015



Mesdames, et Messieurs,

Force est de reconnaître que sur le plan international, les mesures d'entrées sur le territoire Américain, consistant à relever à l'entrée les empreintes digitales, et parfois aussi rétinienne, s'ajoutant au contrôle des passeports, assurent les Etats Unis d'un minimum d'attentats, en tous cas venant de l'extérieur.

Si effectivement l'espace Schengen est une part positive du caractère européen, il devient urgent de revoir les formes sécuritaires d'entrées appliquées sur cette zone Européenne.

En effet, certaines îles Grecques, par exemple, sont à quelques encablures, par petit bateau, de la Turquie, qui en matière de pénétration Syrienne est une véritable passoire.

L'Europe ne pourra être en sécurité, tant que des mesures efficaces n'auront été prises aux frontières, pour véritablement contrôler les entrées comme les sorties.

Le problème venant essentiellement de la zone daesch, donc de la Syrie et l'Iran, une des solutions provisoires possible est de suspendre tous les vols en provenance de ces pays.

Si nous pouvons imaginer que dès lors les terroristes pourraient imaginer, de s'embarquer d'Egypte, du Liban, de la Lybie, de l'Algérie, voire du Maroc, il conviendra aussi de mettre en place des mesures de contrôle draconiennes et sévères, au contrôle des vols provenant de ces pays.

Quant aux Européens quittant l'Europe pour la Turquie, escale incontournable pour se rendre en Syrie, il faudra d'emblée appliquer un soupçon légitime de ralliement à daesch ou au djihad. Suivant la personnalité des voyageurs, apparence, âge, profession, cela devra être pris en compte, pour une analyse sommaire, qui devra avoir l'efficacité nécessaire. Dans le cas d'un doute relatif au soupçon légitime, les candidats au voyage se verraient confisquer le passeport au départ, remplacé par un laissez passer, qui obligera les récipiendaires à se présenter à un contrôle stricte de police, à chaque franchissement de frontière. Cela devrait permettre une connaissance plus efficace de ceux qui sortent, comme de ceux qui entrent.

Quant à ceux qui reviennent de ces pays sensibles, les mêmes contrôles devront être appliqués, et toujours dans le cas d'un soupçon légitime de radicalisation, être mis sous contrôle judiciaire au retour. Et, si les soupçons sont avérés, prendre toute mesure utile pour les suivre, les contrôler, prévoir et empêcher une évolution négative de ces personnes vers des actions de terrorisme.

Nous savons aujourd'hui, que les prisons sont un des lieux commun de la radicalisation des esprits faibles, que l'enfermement rends encore plus sensibles et réceptifs aux discours djihadistes basés sur une mauvaise interprétation du Coran .

Il faudra là aussi prendre les mesures qui s'imposent pour trouver et isoler ces individus qui au prétexte de respect de leur croyances, vont se servir de celles-ci pour embrigader et corrompre des gens qui au sortir seront encore plus dangereux qu'à leur arrivée.

L'Europe ne peut plus se permettre de se retrancher derrière la Démocratie, et les Droits de l'Homme, largement utilisés contre elle par des individus, venant de pays où la Démocratie n'existe pas, pas plus que les Droits de l'Homme, pour continuer ainsi à aller à sa perte.

Il est évident qu'il va falloir revoir la politique d'échanges commerciaux avec les pays Arabes, qui d'un cotés commercent avec l'Europe, et d'autre part soutiennent les organisations comme Al-Qaïda ou l'état islamique daesch.

L'argent étant à leur niveau, le nerf de la guerre, il faudra aussi tenter d'étouffer leurs rentrées financières, tout du moins en provenance de l'Europe.

Ainsi, les établissements de transfert bancaire de type Western Union, se verront interdire tout envoi vers les pays soupçonnés d'appartenir à daesch, quels que soient les montants ou les raisons des envois financiers, et il en va de même pour les banques qui devront se voir interdire tout transfert vers ces pays, qu'il s'agisse de sociétés ou de particuliers, car tout est perverti.

L'embargo devra être étendu à la Turquie, qui actuellement facilite les importations de pétrole, et du transit de produits, tels la laine dont le revenu seul procure à daesch près de 200 M\$ par an .

Tout produit, en provenance de la Turquie, de la Syrie, du Liban, de l'Iran, d'Afghanistan, d'Algérie, de Lybie, d'Egypte, de Tunisie, qui pourrait être soupçonné de procurer à daesch un revenu quelconque, devra être automatiquement et définitivement bloqué, et mis sous embargo. Il faudra s'assurer du blocage de toute déviation qui serait rendue possible, par un transit issu d'autres états, et administré par des sociétés écran, et qui servirait à contourner cet embargo.

C'est à ce seul prix, que l'Europe pourra espérer arriver à mettre un frein, à défaut de mettre un terme, à l'avancée exponentielle d'un groupe d'individus malveillants, barbares, et sauvages, pour lesquels les Européens sont un ramassis d'infidèles, ne méritant que destruction.

L'Europe contient à l'intérieur de ses frontières déjà, des groupuscules d'individus qui au prétexte de religion salafiste, et d'une position d'imam, se permettent de pervertir une jeunesse fragile et influençable, en mal d'idéal. Cet idéal ne peut être le meurtre et l'assassinat d'une population Européenne d'innocents, et le soutient à une violence que le Coran ne justifie en rien.

Les mosquées ont été détournées de leur rôle religieux de paix, pour diffuser des discours coraniques déviés, servant à créer des combattants de l'islam, et ayant pour cible la population Européenne.

Là aussi il faudra revoir la multiplicité des mosquées, et de toutes manières fermer toutes les mosquées dites salafistes ; contrôler les mosquées sauvages, non déclarées, dans lesquelles l'obscurantisme est de rigueur. (En Belgique à Bruxelles il y a 18 mosquées officiellement déclarées et 300 mosquées non déclarées, dont nombre sont salafistes...)

L'autre problème majeur reste la prolifération des armes légères provenant des pays de l'est qui pour comble font partie de l'Europe, donc de l'espace Schengen qui impose la libre circulation des personnes et des biens. (plus de dix millions d'armes légères sont détenues dans ces pays)

La Commission Européenne devra inmanquablement prendre toutes les dispositions légales et utiles à obliger ces états à renforcer leur législation sur la détention et le commerce de ces armes, car c'est là aussi une des faiblesses du système intérieur Européen.

L'instauration de contrôles routiers des véhicules en provenant de ces pays, est à envisager, car ces armes circulent en petite quantité, et viennent le plus souvent en voiture, cachées sous une banquette ou dans les portières, a raison de trois ou quatre armes.

Revendues à des prix allant de 300 € pour une arme légère à 1000 € pour une Kalachnikov, cela sert le grand banditisme, et depuis peu le terrorisme, et c'est inacceptable.

Le principe de circulation « légale » d'arme neutralisées, à permis l'échange, entre particuliers, intereuropéens soi disant « collectionneurs » de ces armes démilitarisées, qu'il suffira ensuite de remettre en état, pour qu'elles fonctionnent. Les législation sur la neutralisation de ces armes est différente dans chaque pays. Chez certains c'est plus aisé que chez d'autres. Mais comme elles sont à l'intérieur de l'espace Schengen, on va les démilitariser au plus simple. Là aussi, et conséquemment, l'Europe devra définitivement interdire ce commerce, qui prolifère sur internet, puisque légal, et sert dans certains cas a alimenter le grand banditisme, et les terroristes.

L'Europe ne peut plus être le fournisseur principal d'armes aux pays Arabes, alors que rien ne lui permettra de s'assurer que ces armes ne vont pas finir par divers transits, entre de mauvaises mains, et voir retourner ces armes contre elle, surtout si on considère que pour comble, ces pays soutiennent en sous main, les organisations terroristes .

Instaurer une coopération policière, et une même législation ciblée, entre les Etats de l'Union Européenne, est une quasi obligation, si on veut aboutir à des résultats probants dans la lutte contre les divers trafiques d'armes.

La difficulté que représente certainement la mise en place de véritables solutions, qu'il est absolument nécessaires de mettre en place, est bien a la mesure de l'importance de ces problèmes, et mérite par voie de conséquences, toute l'attention de ceux, élus, ministres, chefs d'Etats, qui gouvernent l'Europe, et que nous interpellons ici .

La solution ne viendra que de la compréhension et de l'unité des états Européens, face à une adversité connue, mais mal maitrisée.

Lord Eastleigh
Président